

augmenter le pouvoir d'achat c'est urgent et c'est possible

Les Français se rendent bien compte que leur pouvoir d'achat se dégrade. Selon le gouvernement, il n'en serait rien. On se moque vraiment du monde!

Serait-ce une illusion, les étiquettes arrondies au chiffre supérieur depuis le passage à l'euro?

Serait-ce un mirage, l'envolée des prix de l'alimentaires et celle du plein d'essence?

Et l'augmentation des loyers? **Une hallucination?**

Mille clignotants s'allument depuis la rentrée 2007 et montrent la dégradation des conditions de vie d'une très grande majorité des familles.

«Le recours au crédit est devenu un moyen de combler l'insuffisance des ressources» relève le Conseil économique et social, en s'inquiétant de la forte augmentation des dossiers de surendettement.

Mais la droite n'en a rien à faire.

Elle appuie là où ça fait mal :

franchises médicales, services publics de proximité saignés à blanc, accès à la santé remis en cause, comme le démontre la situation de l'hôpital du Havre.

Sarkozy veut faire table rase de toutes les conquêtes sociales acquises collectivement par le peuple français.

La droite, dans toute sa puissance, attaque les salariés en leur faisant supporter l'essentiel du coût de la protection sociale et des retraites alors que la contribution des revenus financiers est nulle ou presque.

Derrière les projets gouvernementaux préparés pour 2008 autour des régimes spéciaux (cheminots-électriciens), c'est bien une nouvelle réforme de l'ensemble des retraites pour tous les salariés qui est concoctée pour

→ travailler plus,

→ plus longtemps au delà de 60 ans,

→ et gagner moins.

Aux salariés, la droite de Sarkozy donne des miettes alors que les gros revenus croulent sous les cadeaux fiscaux, que les profits financiers explosent et que les riches sont de plus en plus riches.

Alors qui sont les privilégiés ?

Des luttes portent l'espoir sur la région Havraise où, comme les personnels de la société Cooper à Bolbec, ceux de la Verrerie de Gravelle au Havre, ont obtenu des augmentations après des mouvements unis de Grève soutenus par **Daniel PAUL** et **Jean-Paul LECOQ**, députés.

De la feuille de paie aux pensions de retraite, en passant par les conditions de travail, les revendications sont fortes et justes.

Nous proposons :

Une augmentation réelle et rapide de 300€ pour tous les salaires et les retraites :

→ Cela aura pour effet immédiat de remettre à flot les caisses de la Sécurité Sociale, de relancer la consommation interne qui concerne 60% des emplois en France et donc de créer «la demande» des emplois supplémentaires.

→ Cela permettrait de réduire la précarité, les coûts et le gâchis du chômage, de réduire également les aides sociales et le surendettement des familles.

C'est précisément la reconnaissance de l'individu par l'utilité sociale de son travail dont il est question.

TRAITE EUROPEEN

il faut un référendum

Le président de la République refuse que le peuple soit consulté sur le projet du futur traité européen, censé remplacer la constitution rejetée par les Français lors du référendum le 29 mai 2005.

Le peuple – souverain, selon les termes de la Constitution de la République – se verrait privé de son droit de modifier ou non ce qu’il a lui-même décidé.

Pourtant rappelez-vous, Sarkozy a mené campagne sur l’objectif d’obtenir un nouveau traité prenant en compte le refus majoritaire clair et net du modèle européen en construction émis par les citoyens ! **Il l’a dit, il l’a écrit.**

En refusant un référendum aujourd’hui, il renie ses engagements d’hier.

Mais avec le prétendu nouveau traité, jusque quand pourra-t-il cacher qu’il a fait renaître tous les articles, alinéas et sous-alinéas et chapitres de la constitution refusée par le peuple ?

De quel droit un nouveau président de la République peut-il faire ratifier par le parlement un traité européen déjà rejeté par le peuple souverain ?

Il s’agit bien du même texte rebaptisé, saucissonné et éparpillé dans d’anciens traités européens. Le Parlement seul peut-il, au nom du peuple français, imposer à ce même peuple souverain, la remise en cause de son droit inaliénable et imprescriptible à disposer de lui-même ?

Avec le mode de scrutin et le découpage électoral actuels, le Parlement ne reflète pas le véritable rapport de forces politique et social dans le pays.

Chirac avait été un temps opposé à la convocation d’un référendum en 2005. C’est la forte demande de consultation portée par le mouvement populaire qui l’a conduit à changer d’avis.

De nouveau, rassemblons-nous pour exiger d’exprimer notre point de vue.

Seul le peuple peut par référendum valider ou invalider ce qu’il a lui-même décidé par cette même voie.

Quoi que l’on pense du nouveau traité, la démocratie et l’intérêt d’une construction européenne par et pour les citoyens européens exigent un débat et une consultation populaires.

Les refuser serait bien une preuve de faiblesse de la part du pouvoir et des tenants de l’Europe libérale.

Ces questions là se posent à toute la gauche. Elle doit être à la hauteur des enjeux et il lui revient de combattre les choix anti-démocratiques de Nicolas Sarkozy.

Dans le cas contraire, cela ne pourrait qu’inquiéter, qu’ajouter à la confusion auprès des femmes et des hommes de gauche ouvrant la porte d’une nouvelle tentative de coup de force du président qui préfère se plier aux puissances d’argent et imposer à leur côté, sa politique de démolition sociale, de privatisations et de recul démocratique.

A moins que la droite et le président Sarkozy n’aient peur que le NON l’emporte, comme cela a été le cas en France, et tout particulièrement dans notre ville du Havre.